

« Le jour d'après » ne sera plus « le jour d'avant »

Depuis des mois, dans l'indifférence des pouvoirs publics, les personnels hospitaliers sont mobilisé·es pour alerter sur les manques de moyens humains et matériel. Finalement, le Président de la République, dans ses discours du 12 et 25 mars, leur a publiquement rendu hommage et s'est déclaré même prêt à mobiliser pour eux « tous les moyens financiers ». Il ne pouvait pas faire autrement que de reconnaître le travail accompli par les personnels soignants mobilisés face à l'urgence sanitaire. Il n'est que temps, aujourd'hui, de s'interroger sur les responsabilités politiques passées et présentes qui ont mis à genoux le système de santé français.



Effet d'annonce. Et après ?

Tout comme sa visite sur la Mer de Glace aura permis au Président de se rendre compte du réchauffement climatique, il aura fallu une crise sanitaire d'ampleur pour lui ouvrir les yeux sur l'utilité du système public de soins. Si ce n'est de l'aveuglement, c'est à tout le moins de l'amateurisme politique.

Au-delà de l'effet d'annonce, que restera-t-il une fois la crise passée ? Les services qui viennent chaque jour en aide aux plus vulnérables seront-ils regonflés ? Les moyens humains seront-ils à la hauteur des besoins de la population, pour laquelle l'acte médical ou l'intervention sociale sont indissociables de la relation humaine, qui nécessite patience et temps ? Ou alors, comme c'est à craindre, le taux directeur des dépenses publiques et les coupes claires dans les effectifs reviendront au galop ? C'est aussi sur des engagements forts en faveur des services publics que nous attendons nos dirigeant·es.



Soutien confirmé aux entreprises

Dans le même temps, le gouvernement annonce son soutien à l'économie en permettant aux entreprises de reporter leurs cotisations sociales, leurs impôts ou certaines factures. Le porte-monnaie est largement ouvert : 45 milliards d'euros pour éviter les faillites d'entreprises. Sans vouloir jouer les Cassandre, nous craignons le retour de bâton à l'issue de la crise. Les mêmes qui applaudissent aujourd'hui n'appelleront-ils

pas au retour de la rigueur pour apurer les comptes publics ?

Quant aux nationalisations annoncées par le ministre de l'Economie – ultralibéral issu de Les Républicains, rappelons-le – si cela permet d'éviter des licenciements et de reconstruire

des entreprises publiques, tant mieux. En revanche, nous refusons que l'on se contente de nationaliser aujourd'hui les pertes pour mieux re-privatiser demain des entreprises en meilleure santé. Les secteurs stratégiques de l'économie, tout comme les services publics, doivent rester sous le contrôle de l'Etat et des collectivités locales. C'est là aussi la leçon que nos dirigeant·es doivent retenir de cette crise.

Et pour les salarié·es ?

Pourtant, alors même que le Président fait un geste en direction des syndicats en suspendant les réformes contestées des retraites ou de l'assurance chômage, l'union sacrée réclamée à cor et à cri par les politiques de tous bords est déjà battue en brèche avec la loi d'urgence et ses ordonnances qui s'attaquent aux droits des salarié·es. Ainsi le gouvernement autorise par ordonnances les entreprises à contourner le Code du Travail en modifiant ou imposant les dates de pose des congés - après accords des représentants syndicaux - de RTT ou de jours de repos - à la discrétion des entreprises - voire, pour les secteurs jugés essentiels, en dérogeant à la durée du travail et au repos hebdomadaire. Et la liste évolue chaque jour... L'urgence sanitaire est là, certes, mais elle ne doit pas servir à justifier des régressions sociales dont on ne sait que trop combien les employeurs peuvent en profiter.



La solidarité n'est pas un vain mot

Le rôle d'un syndicat est d'aider chacun·e à réagir collectivement et solidairement face à une situation de crise. C'est pourquoi nous soutenons les plans de continuité de l'activité dans la mesure où tout est mis en place par l'employeur pour assurer la sécurité des agent·es (protocole clair et construit en lien avec les organisations syndicales, information régulière au personnel, mise à disposition du matériel de protection nécessaire). Nous appelons tous et toutes nos collègues à répondre présent·es dans la mesure du possible aux sollicitations des employeurs sur d'autres fonctions que leurs fiches de poste habituelles pour assurer les missions urgentes de service public. Mais il n'y aura pas de trêve ensuite pour que cet engagement sans faille soit reconnu. Nous n'oublierons pas que c'est l'incurie des gouvernements de droite comme de gauche qui a conduit à cette situation dramatique au nom de la mondialisation et du dogme libéral. Il sera aussi de notre responsabilité de contraindre les élu·es qui portent un projet politique à utiliser d'autres outils que la calculette pour assurer des services publics de qualité et une société plus juste et respectueuse de l'environnement.

Pour ce faire, nous aurons besoin de toutes les forces qui veulent œuvrer pour un projet de société qui ne "soit pas un retour aux jours d'avant".

Pour plus d'informations, des questions ou des témoignages liés à la situation sanitaire et ses conséquences pour les salarié·es, contactez-nous à l'adresse mail ci-dessous :



syndicat Sud CT 35 - Hôtel du Département - 35042 Rennes Cedex
adresse mel : syndicat@sud-ct35.org